Premier tour des élections législatives du 14 juin 1981

comités communistes pour l'autogestion

UNE NOUVELLE CHANCE HISTORIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

1936, 1945, 1968 : trois fois en quarante ans, la chance s'est présentée de transformer le monde, d'en finir avec l'exploitation et l'aliénation capitaliste, d'ouvrir la voie à une société égalitaire, fraternelle, libre, au socialisme d'autogestion.

Trois fois la chance s'est évanouie, faute de perspectives solides ou par enlisement dans des compromis fatals avec l'ordre existant.

Le destin frappe une nouvelle fois à la porte. La victoire de François Mitterand le 10 mai montre la puissance des travailleurs et leur volonté d'en finir avec la crise capitaliste.

Le candidat bourgeois, soutenu par toutes les composantes de la droite, par toutes les puissances capitalistes et patronales a été balayé, alors même que tout était en sa faveur dans l'organisation du scrutin.

La présidence, principale institution de la Constitution, dont la bourgeoisie avait fait la clef de voute de son système politique est maintenant aux mains d'un homme qui est porté par un élan unitaire massif des travailleurs - chacun et chacune a senti que la voie était ouverte pour que les travailleurs cessent de faire les frais de la crise capitaliste.

La première étape pour ce faire, c'est d'élire les 14 et 21 juin 1981 :

UNE MAJORITÉ DES PARTIS OUVRIERS (PS, PCF, PSU, RÉVOLUTIONNAIRES) A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dès aujourd'hui, les CCA s'engagent à appeler à voter pour les candidats de ces partis qui seront arrivés en tête au premier tour, pour faire bloc au second tour contre les candidats bourgeois.

En effet, c'est l'unité des travailleurs qui fait leur force, dans les luttes comme aux élections. Cette unité est nécessaire jusqu'au gouvernement, qui doit refléter la mobilisation unitaire du mouvement ouvrier. C'est pourquoi, il est incompréhensible que le premier gouvernement constitué par Mitterand, non seulement ne comporte aucun membre du Parti communiste, mais inclue en revanche des politiciens bourgeois comme Jobert, Crepeau ou Maurice Faure. Ceux-ci ne représentent qu'eux-mêmes, n'ont aucun lien avec les travailleurs, et se répandent déjà en déclarations conciliantes vis-à-vis du patronat. Que viennent-ils faire dans le gouvernement issu du vote des travailleurs ?

Ils se préparent dès maintenant, comme hier Robert Fabre, à faire obstacle aux revendications des travailleurs au nom du «réalisme» et de «l'économie», c'est à dire au nom du capitalisme.

La victoire du 10 mai a été celle de l'unité des travailleurs, elle doit se traduire au niveau du gouvernement !

NI JOBERT, NI CREPEAU, NI GAULLISTES, NI RADICAUX ! GOUVERNEMENT DU PS ET DU PCF !

Cette unité doit de forger à la base dans tout le pays. Pour soutenir un tel gouvernement unitaire, pour lui donner les moyens d'agir, pour faire face au sabotage économique et à la fuite des capitaux, aux prévisibles menées de l'extrême-droite :

COMITÉS UNITAIRES (COMMUNISTES, SOCIALISTES, RÉVOLUTIONNAIRES, SYNDICALISTES, SANS-PARTIS) DANS LES QUARTIERS, LES ENTREPRISES, LES FACULTÉS ET LES LYCÉES.

La victoire du 10 mai, c'est la victoire de ceux et celles qui veulent en finir avec la crise capitaliste, qui veulent avancer vers un socialisme réellement démocratique, où tous les travailleurs puissent décider de la marche de la société dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Cette perspective peut être entamée aujourd'hui à travers les nationalisations prévues dans le programme de François Mitterand.

Mais pour cela, il faut donner dans les entreprises nationalisées le pouvoir aux travailleurs et non à des conseils d'administration désignés par l'Etat. C'est ainsi que les travailleurs ont été dépossédés de leur victoire en 1936 et 1945, que l'EDF, les PTT et la SNCF sont devenues des entreprises où les travailleurs n'ont aucun droit sur la marche réelle des entreprises.

De même, il est inconcevable de dilapider les fonds publics en indemnisant les gros actionnaires, qui immédiatement, réinvestiront les profits qu'ils auront réalisés dans de nouvelles firmes privées, quand il ne les expatrieront pas à l'étranger. Enfin, est-il envisageable de limiter d'emblée les nationalisations à une poignée de trusts ? Que proposera-t-on demain aux travailleurs dont l'entreprise fermera ou licenciera ? Car n'est-il pas évident que la crise capitaliste ne s'arrêtera pas par magie ?

L'autogestion socialiste est la seule solution à la crise des pays capitalistes et la seule alternative au socialisme bureaucratique de l'Est. Que la Pologne nous serve d'exemple !

NATIONALISATIONS
SOUS GESTION DES TRAVAILLEURS DE TOUTES LES ENTREPRISES
QUI FERMENT OU LICENCIENT OU A LA DEMANDE DES TRAVAILLEURS !
NI INDEMNITÉ, NI RACHAT !

La victoire du 10 mai est celle de la volonté des travailleurs et travailleuses d'en finir avec le régime anti-démocratique de la Ve République, dans laquelle un député bourgeois est élu avec 50.000 voix et un député des travailleurs avec 120.000 voix.

Comment peut-on espérer donner le pouvoir aux travailleurs dans un régime où tout dépend d'un seul homme ?

Comment peut-on espérer développer la démocratie quand des courants politiques entiers, comme c'est le cas des révolutionnaires, représentant plusieurs centaines milliers de voix n'ont aucune représentation au Parlement.

ABROGATION DE LA CONSTITUTION DE 1958 !
ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ELUE A LA PROPORTIONNELLE INTÉGRALE !

Voilà pourquoi les candidats des Comités communistes pour l'autogestion se présentent à ces élections législatives.

La crise de la société n'est pas due au hasard. Les ressources humaines et matérielles existent sur la planète pour assurer l'avenir de la société humaine. Mais le système de la concurrence capitaliste aveugle dilapide les richesses dans une course sans fin aux profits. C'est cette situation qui est responsable du chômage, de l'inflation. C'est avec le capitalisme qu'il faut rompre !

Seule l'autogestion socialiste dans tous les domaines et à tous les niveaux peut permettre d'y parvenir sans retomber dans l'impasse des pays bureaucratiques de l'Est.

Seul le front unique des travailleurs, de la base au sommet, peut permettre de mobiliser toutes les énergies dans cette direction.

La victoire du 10 Mai et l'élection de François Mitterand ouvre une chance d'y parvenir !

SANS PRÉCIPITATION INUTILE, MAIS SANS COMPROMIS, EN AVANT POUR LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION !

votez

SUPPLÉANT

Hervé ALEXANDRE
Technicien Météorologie Nationale

Jean-Pierre AGAËSSE
Éducation Nationale

Les CCA se prononcent aussi pour :
- les 35 heures par semaine sans diminution de salaire ;
- le SMIC à 3400 F :
- les libertés d'expression et d'organisation dans les casernes à travers des délégués, des syndicats et des assemblées de soldats ;
- des centres d'interruption de grossesse, de contraception et d'information sexuelle gérés par les femmes elles-mêmes ;
- arrêt de la construction de toutes les centrales nucléaires ;
- la gestion des établissements de formation par les enseignants, les élèves et les travailleurs ;
- le temps de transport inclus dans le temps du travail ;

vu, le candidat.

CCA, 101 rue Marcadet, 75018 Paris, Tél. 251.01.45

I. R. - LE RHEU